

Endettement étudiant au Canada: L'éducation ne devrait pas être une condamnation à l'endettement

Fédération canadienne des étudiantes et
étudiants

cfs fcée

Hiver 2021

Les Canadiennes et Canadiens font des sacrifices pour se préparer aux besoins changeants en matière de main-d'œuvre. À cause de décisions des gouvernements fédéral et provinciaux, les étudiantes et étudiants et les familles sont obligés d'assumer des dettes d'études plus importantes que toutes les autres générations qui les ont précédés, tandis que les revenus de la classe moyenne stagnent depuis vingt ans.

« Les frais de scolarité qui montent en flèche et la prévalence de l'aide financière qui repose sur des prêts ont fait grimper la dette étudiante à des niveaux records. En 2018-2019, plus de 532 000 étudiantes et étudiants ont dû emprunter pour financer leur éducation. Le montant de l'endettement étudiant provenant des prêts versés par le Programme canadien d'aide financière aux étudiants augmente de sept millions de dollars par jour.

Une Génération Endettée

En juillet 2020, le total des prêts d'études dus au gouvernement fédéral a dépassé les 22,3 milliards de dollars, le plafond fixé par la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants. Pourtant, cette somme ne représente qu'une portion de la dette étudiante totale, parce qu'elle n'inclut pas les prêts provinciaux et personnels, ni les dettes contractées sur des marges et sur des cartes de crédit pour payer les dépenses liées aux études.

En réaction, le gouvernement a modifié la définition de « prêt d'études » afin d'exclure plus de 1,5 milliard de dollars en dettes d'études envers le gouvernement fédéral. Pourtant, même avec la nouvelle définition, la dette envers le gouvernement fédéral en prêts d'études dépasse le seuil de 22,3 milliards de dollars. Le gouvernement fédéral a donc modifié une fois de plus la Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants afin d'augmenter la limite à 24 milliards de dollars.

D'un Océan à l'autre

Depuis plus d'une décennie, les étudiantes et étudiants de l'Ontario et des Maritimes affichent les dettes d'études les plus élevées – la moyenne s'élevant à plus de 28 000 \$ sur une période de quatre ans.

Ailleurs au pays, les pressions exercées par les étudiantes et étudiants et les familles ont fait que l'endettement étudiant n'a pas atteint les niveaux astronomiques enregistrés dans les Maritimes. En 2005, une mobilisation étudiante massive au Québec a forcé le gouvernement libéral de Jean Charest à annuler des compressions de 103 millions de dollars dans le programme de bourses qui avait été mis en place pour les étudiantes et étudiants les plus démunis. Puis, en 2013, la mobilisation massive des étudiantes et étudiants contre

les hausses des frais de scolarité a entraîné la défaite du gouvernement Charest aux élections provinciales de 2012. Ce sont des actions collectives qui ont fait qu'au Québec les frais de scolarité et les dettes d'études sont les moins élevés de toutes les provinces, celles-ci n'atteignant qu'un peu plus de 13 000 \$. Cependant, depuis 2013, les frais de scolarité au Québec sont indexés au coût de la vie.

À Terre-Neuve-et-Labrador, les étudiantes et étudiants ont fait pression sur les gouvernements consécutifs et ont réussi à obtenir depuis 1999 des gels et des réductions des frais de scolarité. En 2007, le gouvernement provincial a créé un programme de bourses immédiates accordées en fonction du besoin. En conséquence, l'endettement des étudiantes et étudiants de Terre-Neuve-et-Labrador a diminué considérablement. Dans le cas du programme d'un an offert par le Collège de l'Atlantique Nord, le niveau d'endettement des diplômées et diplômés a baissé de cinq pour cent en une seule année.

Depuis la mise en place du programme de bourses, le gouvernement a aussi éliminé les intérêts sur les prêts étudiants en 2011, ce qui allège le fardeau des dettes que les étudiantes et étudiants avaient déjà accumulées.

Les conséquences de l'endettement pour la population étudiante et la société

Moult études ont déterminé que les « difficultés financières » constituent l'obstacle le plus souvent évoqué par les personnes n'ayant pas poursuivi d'études postsecondaires. Les difficultés financières peuvent avoir diverses conséquences.

Aversion à la dette

Bon nombre d'étudiantes et étudiants éventuels hésitent à faire les emprunts requis pour financer des études au collège ou à l'université et cherchent à éviter les risques associés à l'obtention d'un diplôme.

Une étude a déterminé que l'aversion à la dette est très marquée chez ceux qui ont choisi de ne pas faire d'études postsecondaires. Parmi les 70 pour cent des élèves sortants du secondaire qui ont évoqué en premier lieu des raisons financières pour ne pas poursuivre leurs études, un sur quatre a cité le refus de s'endetter en tant que principal facteur dissuasif. Les personnes issues des communautés marginalisées, des milieux à faible revenu, et les chefs de famille monoparentale sont plus susceptibles de s'opposer vivement à l'accumulation d'une dette d'études.

Les étudiantes et étudiants trouvent aussi plus difficile d'obtenir un emploi d'été pour pouvoir payer le coût croissant de leurs frais de scolarité. Selon Statistique Canada, le taux de chômage chez les étudiantes et étudiants est près de deux fois plus élevé que le taux de chômage de la population en général et a culminé à 40 pour cent en mai 2020, soit le taux de chômage le plus élevé pour les étudiantes et étudiants depuis 1976.¹

DETTE DE PRÊTS ÉTUDIANTS CANADIENS

22 300 000 000 \$

En juillet 2020, le montant des prêts étudiants dus au gouvernement du Canada a dépassé les 22,3 milliards de dollars, soit plus que la dette de certaines provinces. Pire encore, la somme de 22,3 milliards de dollars ne comprend pas environ cinq à huit milliards de dollars de dettes étudiantes provinciales ni de dettes personnelles comme les cartes de crédit, les marges de crédit et les prêts familiaux.

Persévérance et santé mentale

Les études menées au Canada suggèrent que le niveau d'endettement a un effet direct sur la réussite des études postsecondaires.

Une appréhension à s'endetter peut être un facteur déterminant sur la probabilité de terminer un diplôme d'études postsecondaires. Beaucoup d'étudiantes et d'étudiants travaillent à temps partiel ou à plein temps pour réduire leur endettement. Il peut donc être plus difficile pour eux de consacrer le temps nécessaire pour réussir dans leurs études. Dès qu'une offre d'emploi décente leur est présentée, certains décident tout simplement d'abandonner les études afin d'éviter de continuer à s'endetter.

Une étude a révélé qu'avec une diminution de l'endettement étudiant de 1000 à 10 000 dollars par an, le taux d'achèvement des programmes pour les étudiantes et étudiants bénéficiant d'un prêt et d'une aide sous forme de bourse passait de 79 pour cent à 38 pour cent, tandis que le taux d'achèvement pour ceux ne bénéficiant que d'un prêt (et d'aucune bourse) chutait de 59 pour cent à 8 pour cent.² Selon Statistique Canada, l'endettement étudiant a contribué à une baisse de la santé mentale et à une augmentation de la toxicomanie. De fait, avant la pandémie de Covid 19, 40 pour cent de jeunes Canadiennes et Canadiens âgés de 15 à 24 ans ont déclaré avoir une santé mentale médiocre.

Un pourcentage qui n'a probablement fait que s'aggraver depuis le début de la pandémie.³ Même les étudiantes et étudiants ayant un faible niveau d'endettement ont signalé des niveaux de réussite perçus comme étant plus faibles. Les chercheurs ont conclu que l'endettement, même à des niveaux faibles, « peut avoir un effet néfaste sur l'expérience universitaire des étudiantes et étudiants ».

Choix de carrière

Les engagements sous forme d'emprunts diminuent la capacité des personnes ayant récemment reçu leur diplôme de fonder une famille, de poursuivre une carrière dans la fonction publique, de posséder une maison, une voiture ou d'autres biens, de participer à des expériences de bénévolat liées à leur carrière ou d'accepter un emploi moins bien rémunéré pour pouvoir percer dans leur domaine. Des études suggèrent aussi qu'une dette d'études élevée dissuade les nouveaux diplômés et diplômées de lancer leur propre entreprise et les oblige à choisir un emploi qui leur permettra de rembourser leurs prêts étudiants le plus rapidement possible.

Des études menées auprès d'étudiantes et d'étudiants dans des programmes dont les frais de scolarité ne sont pas réglementés ont démontré que l'endettement modifie le cheminement de carrière des jeunes diplômés et diplômées. Des études menées auprès d'étudiantes et d'étudiants en médecine et en droit ont permis d'établir que ces derniers ont tendance à chercher un emploi dans des domaines ou dans des régions qui ne sont pas nécessairement parmi leurs premiers choix.⁵ L'endettement étudiant semble pousser

« Les frais de scolarité au Canada ont augmenté au rythme de 3,7 pour cent par année au cours des 10 dernières années, mais le taux d'inflation n'a augmenté que de 1,65 pour cent pour la même période. »

« En 2018, près d'une insolvabilité sur cinq en Ontario incluait l'endettement étudiant. »

de jeunes médecins dévoués à se détourner de la médecine familiale et de jeunes avocates et avocats à se détourner du service public et du travail bénévole. Ces décisions ont des effets néfastes sur l'accessibilité des soins de santé et des services juridiques pour l'ensemble des Canadiennes et Canadiens.

Insolvabilité et faillite

La faillite est censée être le dernier recours des personnes honnêtes qui vivent des circonstances malheureuses. Les étudiantes et étudiants constituent déjà une population endettée et vulnérable, mais ceux qui déclarent faillite en raison de leurs dettes d'études augmentent chaque année. En 2018, près d'une insolvabilité sur cinq en Ontario incluait l'endettement étudiant. Il s'agit d'un taux historique par rapport à la décennie précédente.

Conclusion

Le Programme canadien d'aide financière aux étudiants est instauré depuis 1964 et des centaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants empruntent chaque année pour financer l'enseignement postsecondaire public. L'endettement étudiant n'est ni inévitable ni nécessaire.

Le retrait des investissements dans l'éducation postsecondaire publique par les gouvernements des ordres provincial et fédéral a entraîné des hausses considérables des frais de scolarité.

Les frais de scolarité au Canada ont augmenté au rythme de 3,7 pour cent par année au cours des 10 dernières années, mais le taux d'inflation n'a augmenté que de 1,65 pour cent pour la même période.

Les étudiantes et étudiants et les familles ont assumé le fardeau de ces compressions, ce qui a causé une augmentation massive de l'endettement étudiant.

Les crédits d'impôt et autres régimes d'épargne pour les études, administrés actuellement par le gouvernement fédéral, offrent aux particuliers des réductions d'impôt pour les dépenses liées à l'éducation et un taux de rendement plus élevé pour un régime d'épargne-études, respectivement.

Cependant, tout indique que le coût total de ces programmes excédera 2,8 milliards de dollars, ce qui en fait de loin la dépense directe la plus coûteuse du gouvernement en matière d'éducation postsecondaire.

Sources

1. Statistique Canada. « Taux de chômage chez les jeunes », 1er décembre 2021.
2. McELROY, Lori. « L'aide financière aux études et la persévérance à l'université : l'influence de l'endettement », Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire, 2005.
3. KWONG, Jeff C., et coll. « Early Effects of Rising Tuition Fees on the Medical Student Population », Journal de l'Association médicale canadienne, vol. 166, no 8, avril 2002.
4. Statistique Canada. « Répercussions sur les jeunes », 20 octobre 2020.
5. Association du Barreau de l'Ontario. « Money, Jobs, and Fear : Tuition report from the OBA student division », bulletin d'information de la Division des jeunes juristes, vol. 10, no 2, janvier 2003.